

LA

DÉPÊCHE  
FSE

Projet de loi n° 94

La CAQ cible  
encore les profs

Pour faire suite au rapport sur l'école Bedford, qui constatait des manquements inacceptables dans la qualité de l'éducation, le ministre Bernard Drainville a récemment déposé le projet de loi n° 94 (PL94), *Loi visant notamment à renforcer la laïcité dans le réseau de l'éducation et modifiant diverses dispositions législatives.*

Comme son nom l'indique, ce projet de loi vise à renforcer la laïcité dans les écoles, en réponse au cas isolé de l'école Bedford<sup>1</sup>. Il s'appuie sur plusieurs grands axes fondamentaux, tels que l'égalité entre les hommes et les femmes, l'obligation d'avoir le visage découvert, l'élargissement de l'interdiction du port de signes religieux, la fixation de limites en matière d'accommodements religieux ainsi que l'utilisation du français partout dans les écoles francophones. Bien qu'elle formule certaines critiques quant à son application, la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ) réitère son adhésion au principe général de la laïcité.

<sup>1</sup> L'enquête portant sur les 17 écoles, intitulée « Vérification des mesures prévues à la Loi sur la laïcité de l'État » (janvier 2025), n'a conclu à aucun manquement au regard de l'enseignement ou de la compétence des enseignants visés, bien que le ministre laisse croire le contraire sur la place publique.

## » La laïcité: un prétexte pour attaquer les profs

Cependant, le gouvernement de la CAQ a choisi de glisser sournoisement des changements importants en lien avec l'autonomie professionnelle et la tâche du personnel enseignant dans ce projet de loi. Ce dernier utilise la laïcité comme prétexte pour imposer des modifications majeures aux obligations professionnelles des enseignants.

Ainsi, le ministre légifère sans considération pour les enseignantes et enseignants :

- **Il instaure l'obligation pour tout le personnel enseignant de soumettre une planification pédagogique à sa direction**, dans la forme et au moment qu'elle détermine, en tenant compte du guide des bonnes pratiques **que le ministre établira lui-même**.
  - Rappelons qu'une direction peut déjà demander la planification pédagogique à une enseignante ou un enseignant sans qu'il soit nécessaire de changer la loi.
- **Il impose l'obligation d'une évaluation annuelle de tous les membres du personnel enseignant par la direction**, en tenant compte du guide des bonnes pratiques **établi par le ministre**.
  - Notons que tous les leviers pour évaluer les enseignantes et enseignants sont déjà en place dans la loi et les contrats de travail.
  - Avec plus de 30 000 personnes qui enseignent actuellement sans qualification légale dans nos rangs, il serait plus judicieux de consacrer les ressources du réseau à leur encadrement, à leur soutien et à leur supervision.

**éducatifs** dans les centres de services scolaires, lequel a notamment pour fonction d'assister les directions dans l'exercice de leurs responsabilités de s'assurer de la qualité des services éducatifs. **Aucun membre du personnel enseignant ne siégerait à ce comité.**

## › D'autres attaques frontales récentes envers les enseignantes et enseignants

FÉDÉRATION DES SYNDICATS DE L'ENSEIGNEMENT CGO

JE VEUX LE CONTRÔLE!

Pour en savoir plus, consultez le site Web de la **FSE-CSQ**.

**LA**  
**DÉPÊCHE**  
**FSE**